

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et l'Iran, à Paris le 28 janvier 2016.

LE PRÉSIDENT :

Mesdames, Messieurs,

J'accueille aujourd'hui à Paris le Président ROHANI. Je l'avais déjà rencontré plusieurs fois notamment en septembre 2013 juste après son élection, c'était à New-York lors de l'assemblée générale des Nations Unies. Nous avons eu une discussion sur l'accord qui était en négociation depuis déjà trop longtemps sur le nucléaire iranien et j'avais insisté sur la présence de la France dans cette négociation pour poser des conditions permettant qu'il y ait un accord garantissant qu'il n'y aurait pas d'accès à l'arme nucléaire. Grâce au travail de nos négociateurs cet accord a été rendu possible. Aujourd'hui le Président ROHANI est à Paris, cela faisait 17 ans, 17 ans qu'un président iranien n'était pas venu ici en France en visite officielle. Et il est d'autant plus bienvenu que le 16 janvier il y a eu l'accord iranien qui a été signé et donc qui est maintenant mis en uvre.

C'est donc un nouveau chapitre de nos relations qui s'ouvre aujourd'hui et je veux que cette relation puisse être utile, utile à nos deux pays, utile à la région qui est hélas marquée par des guerres, des crises et donc des tragédies et utile au monde. Je veux donc que nous puissions travailler dans trois directions, la première c'est d'appliquer rigoureusement l'accord nucléaire. Chaque partie prenante doit respecter ses engagements et donc faire en sorte que nous puissions veiller avec toute l'attention nécessaire à ce qui a été dit puisse être réalisé. C'est la condition de tout.

La deuxième direction c'est d'avoir un niveau de coopération entre l'Iran et la France qui puisse être à la mesure de notre potentiel, j'allais dire aussi de notre histoire, car la France et l'Iran ont eu dans les décennies qui viennent de s'écouler - sauf cette suspension pendant toutes ces années - une coopération de très haut niveau. Mais je veux que nous puissions couvrir tous les domaines et d'ailleurs le nombre d'accords qui a été signé soit entre les ministres de nos gouvernements respectifs, soit entre les entreprises, est à la mesure de ce que nous pouvons faire puisqu'il y en a une trentaine dans des domaines très différents.

D'abord les finances, la banque, c'est la condition préalable pour qu'il puisse y avoir des échanges. Le Président ROHANI y tenait parce qu'il sait que nous devons donner des garanties par le système financier pour que les entreprises, toutes les entreprises puissent travailler ensemble, investir, échanger et c'est ce que nous avons réalisé aujourd'hui. Mais des accords qui iront ensuite de l'agriculture jusqu'à la santé en passant par l'industrie, les télécommunications, l'aéronautique, le développement durable, les transports et j'en oublie, tous les domaines sont couverts. De nombreuses entreprises françaises sont concernées, plusieurs d'entre elles étaient déjà installées en Iran il y a des années et aujourd'hui elles peuvent revenir, je pense à TOTAL, PSA, AIRBUS, AEROPORTS DE PARIS, BOUYGUES, VINCI, CMA-CGM, SANOFI, toutes ces entreprises qui ont d'ailleurs signé des accords. Et ces entreprises pourront venir pour être, là encore, utiles à nos deux pays. Il ne s'agit pas d'investissements qui viendraient chercher des matières premières ou qui viendraient simplement apporter des technologies, nous voulons que cela puisse être porteur d'emplois et d'activités pour nos deux pays.

Mais je ne veux pas que notre relation soit regardée simplement à l'heure des accords.

mais je ne veux pas que notre relation soit regardée simplement à l'aune des accords économiques - l'économie c'est très important, l'emploi c'est essentiel, la création de richesse, le fait que nous puissions avoir entre nos entreprises des technologies avancées - ce qui compte aussi c'est le lien entre les sociétés. C'est la raison pour laquelle notamment en matière de recherche, de coopération universitaire, d'échanges d'étudiants, de jeunes nous voulons là aussi initier un processus et là encore des accords importants ont été passés, des universités sont pleinement engagées : nous accueillerons des étudiants iraniens, des étudiants français pourront également aller en Iran.

De la même manière, sur le plan culturel, il y a eu un accord entre le Louvre et l'organisation des Affaires culturelles iranienne pour mettre en valeur notre patrimoine, mais aussi pour protéger le patrimoine de l'humanité. Le terrorisme s'attaque en effet aux personnes mais aussi aux biens, aux biens qui représentent la civilisation. Nous avons décidé de mettre à l'abri un certain nombre d'objets d'Antiquité, d'éléments majeurs du patrimoine syrien, irakien, le temps que les conflits se terminent, nous les restituerons, nous les entretiendrons et nous les réinstallerons. C'est une tâche qui est menée par l'UNESCO et je me réjouis que l'Iran y prenne sa part. Nous devons lutter aussi contre ces trafics qui entretiennent le terrorisme utilisant les biens, les Antiquités, pour pouvoir faire un commerce qui, en définitive, se retrouve dans les armes et dans les actions de ces groupes terroristes. Il y a donc eu une feuille de route qui a été présentée ce matin par le Premier ministre au nom du gouvernement français et cette feuille de route nous engage pour plusieurs années.

La troisième direction que je veux donner à notre relation c'est celle de la nécessité de régler des conflits et des crises, c'est pourquoi nous avons parlé politique. Là aussi je ne veux pas que l'on puisse laisser penser que parce que l'accord nucléaire a été fait, parce que nos entreprises peuvent enfin reprendre leurs activités, parce que nous allons développer des échanges, l'Iran et la France n'aient pas une responsabilité à mener, à partager pour régler les crises de la région. La France est un pays indépendant qui ne recherche rien pour lui-même, qui ne veut pas établir son influence, qui veut simplement être au service de la paix et qui veut lutter contre le terrorisme. Le terrorisme nous frappe ici, le terrorisme frappe aussi des pays de la région y compris l'Iran, le terrorisme c'est notre seul ennemi. Le terrorisme frappe tous les individus sans distinction de confession religieuse et dans la région d'abord les musulmans, donc nous devons lutter contre le terrorisme.

Pour lutter contre le terrorisme, il faut aussi régler les questions politiques de la région. Donc nous avons parlé de la Syrie et il est urgent de mettre en œuvre des mesures humanitaires sûrement, mais aussi de négocier une transition politique. Elle est possible, elle est pour l'instant renvoyée à une négociation qui tarde à s'ouvrir. Nous devons donc favoriser cette discussion et chercher par tous les moyens à englober tous les pays qui peuvent être utiles et également tous les groupes dès lorsqu'ils refusent le terrorisme.

En Irak, la France lutte contre Daech, soutient le gouvernement irakien et nous devons là encore favoriser une réconciliation nationale qui engloberait tous les groupes. Et l'Iran a forcément sa part aussi dans cette responsabilité.

Il y a le Yémen dont j'ai voulu aussi que nous puissions parler pour appuyer les efforts de l'ONU, pour qu'une solution politique là aussi puisse être trouvée.

Enfin il y a un pays où le calme est précaire, où la situation est tendue, c'est le Liban. Et là encore, l'Iran et la France ont un rôle et nous devons tout faire pour préserver l'unité, l'intégrité du Liban et veiller à ne pas laisser cette vacance institutionnelle perdurer.

Voilà, sur tous ces sujets, ce qu'il fallait nous dire parce que c'est la règle que nous nous sommes posée pour être francs avec nous-mêmes. La France a des relations amicales avec les pays du Golfe et avec l'Arabie Saoudite et nous devons tout faire pour qu'il puisse y avoir un retour à l'apaisement. Nous en avons parlé aussi avec le Président ROHANI, pour qu'à la suite de ce qui s'est produit, il puisse y avoir aujourd'hui une désescalade et un retour à une forme de stabilité qui doit, demain, devenir un élément de partenariat dans la région.

Sur tous ces sujets, nous avons veillé à rapprocher autant qu'il était possible nos points de vue même s'il reste et c'est bien légitime à comprendre des divergences. Alors nous devons encore

travailler ensemble et c'est la raison pour laquelle nous avons demandé à nos deux ministres des Affaires étrangères de préparer le lancement d'un dialogue politique. Et les échanges vont encore s'intensifier dans les prochains mois entre nos deux pays et nos deux diplomaties pour agir au regard des tensions et des conflits dans la région.

Nous devons, la France et l'Iran, permettre qu'il y ait plus de sécurité. Nous devons aussi faire en sorte que la crise humanitaire, celle des réfugiés, puisse trouver également des réponses. L'Iran est également concerné par les mouvements de réfugiés.

Mesdames et Messieurs,

Nous avons parlé de tout parce que c'est toujours la règle de conduite de la France. J'ai rappelé l'attachement de la France aux droits de l'Homme, aux libertés. Il vaut pour tous les pays, pour toutes les régions du monde.

Je veux souligner, pour conclure, que l'Iran et la France sont deux grands pays qui ont une culture, une histoire et aussi surtout un avenir. Et c'est pour préparer cet avenir qu'il était important de recevoir le Président ROHANI qui est venu en plus avec une délégation très importante quasiment tout le gouvernement. Et donc je voulais que nous puissions parler de tout, surtout avec toute la franchise et la responsabilité qui doit être la nôtre.

Merci.